COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 7 JUIN 1980 | N° 73 | PRIX : Antilles : 2 F, France 3 F

Editorial

NOUS AVONS TOUT A GAGNER A LUTTER

La lutte des dockers de Fort-de-France se poursuit, celle des occupants de terres à Capesterre et à Sainte-Rose aussi.

Les ouvriers de l'usine Darboussier ne croient pas encore à la fermeture de l'usine. Ils réagissent en cela comme ceux de Blanchet. Et Blanchet a fermé.

Les dockers de Basse-Terre, les petits planteurs de la région de Saint-Claude-Basse-Terre jusqu'à Trois-Rivières, les petits commerçants sont mécontents. La venue de la CNM (compagnie de Navigation Mixte) couplée avec l'entrée de la Compagnie Fruitière en Guadeloupe entraine pratiquement la mort économique de la région de Basse-Terre.

Les marchandises sont exportées et importées en containers. Cela entraine la mort du port de Basse-Terre.

Les petits camionneurs sont inquiets car la CNM fait entrer ici ses propres camions ou oblige les autres à des transformations coûteuses. De toutes façons à la longue, le transport routier des containers appartiendra aux très grosses compagnies.

Les terres mises en vente par les usines ne vont pas aux petits paysans mais à des gens qui outre leur profession veulent ajouter celle de «propriétaire». Certains louent la terre à des agriculteurs, d'autres y installent des lotissements et construisent des villas pour les gens aisés.

Dans l'enseignement aussi la colère des enseignants a éclaté devant la suppression de postes et les manœuvres dilatoires du Recteur. Le pouvoir là aussi a envoyé ses forces de répression pour casser la manifestation des enseignants.

Partout c'est la même inquiétude et la même colère qui monte. Nous en avons tous assez.

Nous ne pouvons accepter que l'administration agisse ainsi contre nous ou couvre les agissements des riches contre les travailleurs et contre toute la population.

Mais si la situation présente nous est réellement insupportable, nous devons nous préparer à nous battre pour la faire changer.

Nous avons les moyens de le faire et tout à y gagner. Reculer le moment de nous battre ne nous rendra la tâche que plus difficile. Aujourd'hui le mécontentement est grand parmi toute la classe laborieuse. C'est une situation favorable pour organiser une lutte d'ensemble contre patronat et administration. C'est le moment de nous battre pour changer l'ensemble de la situation. Il est possible de poser le problème global de la réorganisation de l'économie de nos pays en fonction de nos besoins réels et d'imposer l'arrêt immédiat du pillage à grande échelle qui se développe aujourd'hui ouvertement.

Travailleurs nous avons tout à gagner dans la lutte. Le prolongement de la passivité ne pourrait que nous rejeter loin en arrière et nous faire perdre jusqu'au droit de vivre ici dans notre propre pays.

A BAS L'ARMEE COLONIALE !
LIBERTE AUX ANTILLES !

LA GREVE DES CAMIONNEURS : UNE FORTE COMBATIVITE

Depuis maintenant plusieurs jours, les camionneurs sont en grève pour protester contre la tentative des gros capitalistes, comme la Colas, Jean-Joseph et Gouyer de leur imposer un prix trop bas pour le transport des marchandises.

Les camionneurs de la Martinique sont des artisans indépendants. Propriétaires de leurs camions, ils sont regroupés dans une coopérative, la SOTRAMCA qui répartit entre les transporteurs la somme totale rapportée par l'exploitation des camions.

Ils sont par ailleurs affiliés au syndicat CSTM, tendance Marie-Sainte, à ne pas confondre avec l'autre CSTM, dirigée par Agasta.

Le conflit a son origine dans la tentative des gros capitalistes de briser la coopérative afin d'imposer leurs prix à leur guise. Ainsi, alors que l'accord signé en début d'année entre la SOTRAMCA et Gouyer, qui a le monopole de l'extraction de sable en Martinique prévoyait que le mètre cube de matériau transporté devait être de 1,45 F par kilomètre, Gouyer, soutenu par Jean-Joseph et la Colas tente d'imposer un prix de 1 F le mètre cube au kilomètre !

Suite page 2

FORT DE FRANCE

POURSUITE DE LA GREVE DES DOCKERS

La grève des dockers se poursuit toujours au moment où nous écrivons. Rappelons que cette grève est partielle, puisque les dockers acceptent de charger la banane mais refusent de travailler sous les portiques. Ils refusent de voir ainsi l'effectif nécessaire pour décharger un bateau passer de 68 personnes à 22 !

Face à cela, la CGM et la Chambre de Commerce se montrent toujours aussi intransigeantes et s'entêtent à vouloir réduire l'effectif des dockers. Ainsi devant la grève, les navires ont été déroutés sur Trinidad et le port de Fort-de-France est vide. Le mardi matin, alors que les travailleurs voulaient pénétrer dans l'enceinte du port, ils en ont été chassés par la police et sont allés manifester dans les rues de la ville.

Les dockers dans cette manifestation commune avec les camionneurs scandaient: «Envahisseurs déro», «gardes-mobiles déro» «liberté la kay nou», «Non à la répression coloniale».

Les dockers réaffirment qu'ils ne sont pas opposés au progrès, mais qu'ils refusent de voir le chômage s'aggraver à cause de la conténeurisation ; ils refusent donc les licenciements planifiés par la Chambre de Commerce et la CGM !

Une mise au point du Comité d'occupation des terres de Capesterre

Pour mettre fin aux rumeurs et aux propos de tous ceux qui, par manque d'information, pourraient faire du tort à notre mouvement, nous tenons à faire le point sur la situation exacte.

A la suite de l'action, engagée par des centaines d'ouvriers agricoles, de jeunes chômeurs, et de quelques petits artisans, des terres en friche situées dans la région de Mineur et de Marquisat ont été occupées.

Pourquoi et dans quel but ?

1) Pour riposter à une situation créée par les gros propriétaires, Max Martin, en particulier. Ces gros patrons de la banane, bien qu'ayant touché des indemnités pour les dommages créés par le cyclone ont mis au chômage des dizaines de travailleurs agricoles.
Pendant près de 8 mois, les ouvriers agricoles ont subi le chômage, périodique ou total, les retards de paiement de salaire, le non-versement des maigres indemnités prévues pour compenser les pertes dues au cyclone.

2) Pour riposter aux attaques incessantes du gros capitaliste Max Martin, qui ne cessa pendant plusieurs mois d'agresser les travailleurs, allant jusqu'à frapper de 2 coups de crosse de révolver un ouvrier.

3) Même dans la période où les ouvriers agricoles ont du travail dans la banane, leurs salaires sont trop faibles pour leur permettre de vivre correctement. Ils ont besoin d'un revenu supplémentaire.

4) Les jeunes chômeurs qui sont dans le mouvement ont aussi le droit de lutter pour leur avenir. Ils ne veulent plus qu'on leur dise de partir en France chercher du travail.
En réclamant un morceau de terre de 20 sur 50 mètres, ils réclament simplement d'avoir la possibilité de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires en cultivant cette terre.

Qui est dans le mouvement et qui le dirige ?

Le Comité d'occupation est en possession d'une liste de 300 occupants et d'une liste d'attente d'une centaine de personnes.

Les terres ont été attribuées, en majeur partie à des ouvriers agricoles travaillant dans des plantations de banane, et ensuite à des jeunes chômeurs. Quelques petits artisans ont obtenu aussi un lot.

Chaque lot représente à peu près 20 mètres sur 50 mètres.

Cette terres servira à faire des jardins où seront plantés légumes et racines, de façon à fournir des produits alimentaires aux familles d'ou-

Suite page 4

COREE DU SUD: APRES LA PRISE DE KWANGJU DE NOUVEAU LA DICTATURE MILITAIRE

En investissant la cité de Kwangju, ville de plus plus de 800.000 habitants située dans le sud de la Corée du Sud, les troupes du général CHUN-DOO-HWAN ont mis fin à un bref intermède de libéralisation consécutif à l'assassinat du dictateur précédent, le général Park-Chung-Hee. Avec environ 500 morts dans la seule ville insurgée, plus les centaines d'arrestations et les milliers de blessés, le nouveau régime s'est bien engagé sur la trace de ses prédécesseurs, qui ont maintenu depuis la seconde guerre mondiale la dictature militaire, avec la bénédiction des Etats-Unis et le soutien des autres pays impérialistes, dont la France.

Mais ce qui a conféré une telle importance au soulèvement, dirigé en majeure partie par des étudiants, c'est la place que joue la Corée dans l'affrontement, diplomatique pour l'instant, entre les deux plus grandes puissances mondiales : l'Union Soviétique et les Etats-Unis.

Cette situation remonte au lendemain de la seconde guerre mondiale. La Corée, péninsule détachée du continent asiatique et séparée de la Chine par le fleuve de Yalu, avait été conquise dès 1894 par le Japon et en était restée la colonie pendant une cinquantaine d'années. Après la défaite du Japon, son empire colonial est démembré, mais très vite s'opposent en Corée deux factions politiques rivales : l'une soutenue par le Parti Communiste Chinois, qui contrôle toute la région proche de la Corée, l'autre soutenue par les Etats-Unis. C'est cet équilibre qui entraine la séparation de la Corée en deux pays opposés, la Corée du Nord, soutenue par la bloc soviétique et la Corée du Sud, soutenue par les pays impérialistes.

Tandis que la Corée du Nord imitant la Chine établit une économie sous la direction de Kim-Il-Sung, la Corée du Sud vit sous un étroit contrôle militaro-policier. En 1960, la population se révolte et renverse le dictateur sanglant Synghman Rhee. L'année d'après, le général Park-Chung-Hee appuyé par l'armée, mais surtout marionnette des Etats-Unis, prend le pouvoir.

Son règne voit se développer la célèbre police politique dénommée CIA Sud-Coréenne, dont le but est d'espionner les Coréens vivant dans le pays comme à l'étranger. Dans ce pays, fleuron du «monde libre», être accusé de «communisme», c'est -à-dire critiquer le régime en place peut conduire à la mort ! L'un des derniers exploits de Park fut l'arrestation au Japon d'un de ses adversaires politiques qui, quoique en exil, continuait à le critiquer. C'est donc un pays où la seule «liberté» qui existe est celle de se faire exploiter. Car, en une trentaine d'années, l'afflux des capitaux américains et japonais a contribué à changer le visage de la Corée du Sud.

En effet, dans les grandes villes comme Séoul, Fusan, Kwangju ou Mokpo, ont été établies de grandes fabriques, notamment de textiles, de pièces détachées destinées à être montées au Japon et aussi de grands chantiers navals. La pêche est aussi très active... pendant près de 20 ans, la classe ouvrière a été baillonnée par le régime dictatorial, mais précisément, durant ces deux dernières années, les grèves s'étaient multipliées, notamment en riposte aux hausses du coût de la vie, consécutives à la crise économique qui frappe le pays.

C'est dans ce contexte qu'est intervenu l'assassinat de Park-Chung-Hee par l'un de ses lieutenants. Face à cette situation, il fallait que l'impérialisme trouve un autre représentant, le propre des dictatures étant justement de ne pas prévoir de successeurs au dictateur en place. Pendant les quelques mois qui ont précédé les évènements de Kwangju, il y eut un instant de flottement au sein de l'appareil militaire ce qui permit une relative libéralisation politique. L'homme fort s'étant imposé à ses collègues, c'est le 18 mai que Chun-Doo-Hwan allait prendre le pouvoir.

Mais ce nouveau coup d'état n'allait pas se passer dans le calme et dans les grandes villes notamment dans le sud du pays, il allait y avoir des émeutes. Ces émeutes allaient culminer à Kwangju en une véritable insurrection armée. Les étudiants soutenus par la population allaient chasser l'armée et la police et pendant les 10 jours passés, administrer la ville. Il aura fallu 10 jours de pressions, de menaces, mais aussi de fusillades pour que la révolte soit matée.

Aujourd'hui, les possédants coréens, les militaires et leurs protecteurs américains et japonais respirent : «la loi et l'ordre» capitalistes règnent sur Kwangju et sur toute la Corée. Mais un fait est d'ores et déjà inquiétant pour les militaires et les capitalistes de Corée. A Kwangju, le nouveau régime n'a trouvé personne pour le défendre. Ses policiers, ses nervis, ses espions, ses soldats ont été incapables de résister aux manifestations et à la révolte de la population. Il aura fallu mobiliser 18.000 soldats, des avions, des hélicoptères, des blindés pour prendre la ville... Et cela dans une seule ville, isolée du reste du pays ! C'est dire tous les problèmes que pourront rencontrer les possédants demain, s'il s'agit non plus d'une ville mais de l'ensemble des travailleurs, de toutes les couches pauvres de la population. Alors, militaires, policiers, agents de renseignements ne seront jamais assez nombreux pour mettre au pas le peuple coréen.

Jacques BRUEL

AFRIQUE DU SUD: REPRESSION BRUTALE DU GOUVERNEMENT RACISTE CONTRE LES JEUNES NOIRS

Le gouvernement raciste d'Afrique du Sud s'est encore fait remarquer par la violence et la férocité de sa répression sanglante contre les jeunes noirs et métis qui manifestaient pour l'égalité dans les lycées.

Il y a eu 2000 jeunes arrêtés sur lesquels la police se garde bien de donner des précisions. En même temps, la police arrête à tour de bras tous ceux qui prennent position contre la répression.

C'est ainsi que 52 religieux et religieuses, qui manifestaient contre l'arrestation du pasteur J. THORNE qui avait fait un discours en faveur des lycéens en grève - se sont retrouvés en prison. Un représentant du parti travailliste du Transvaal, Mohammed Dango, a été arrêté pour avoir pris position sur les grèves lycéennes devant un groupe de libéraux blancs. La liste des personnalités en prison est longue.

En effet, depuis le milieu du mois d'avril, les jeunes lycéens métis étaient en grève. Ils se battent contre la ségrégation raciale dans les lycées. Cette colère qui était retombée après de vagues promesses de «réforme» du premier ministre a été de nouveau attisée par la répression féroce qui s'est abattue sur les manifestants. En effet, comme à Soweto en 76/77, ces grèves ont été sauvagement réprimées. Le gouvernement prétextant la présence «d'agitateurs» a fait donner sa police. Celle-ci avec ses charges anti-émeutes (prévues pour réprimer la population noire en lutte) a arrosé de gaz lacrymogène 8000 étudiants qui manifestaient dans la région du Cap. Un meeting de jeunes lycéens qui se tenait à Eldorado Park, ville proche de Johannesburg, a été brutalement dispersé.

A Batho, une cité africaine de Bloemfontein. la police a tiré sur les manifestants, tuant un homme et blessant deux femmes, mercredi 21 mai. Les noirs et les indiens se sont également mis en grève pour protester contre la répression.

Pour se donner une contenance, le gouvernement raciste d'Afrique du Sud brandit le projet de réforme qu'il vient de rédiger. Ce projet entérine et renforce la ségrégation. Il prévoit en effet, des représentants pour les métis, indiens et asiatiques, siègeant à côté des blancs dans un «conseil présidentiel» qui n'aura d'ailleurs qu'un rôle consultatif. Quant aux noirs qui représentent la majorité de la population, la nouvelle constitution les ignore.

La population non-blanche d'Afrique du Sud n'est pas dupe et a compris que pour avoir l'égalité et se faire respecter dans son propre pays, il n'y avait qu'une solution : la lutte. Et ce ne sont pas les déclarations d'un gouvernement raciste et méprisant, ni ses promesses d'amélioration ridicules et ségrégationnistes qui la feront changer d'avis. Et la répression non plus.

FERMETURE DE DARBOUSSIER : LES TRAVAILLEURS, S'ILS LE VEULENT, PEUVENT NE PAS EN FAIRE LES FRAIS

C'est le 6 mai dernier que Claverie, le directeur de la SIS annonçait la fermeture de l'usine Darboussier. Survenant un an après l'arrêt de Blanchet, cette fermeture signifiait l'arrêt total des activités de SIS-SAG en Guadeloupe et la vente du domaine agricole du groupe.

Nombreux sont les ouvriers qui se refusent à croire que tant de machines, de capitaux puissent subitement ne plus servir.

Alors ils se mettent à penser que la fermeture de Darboussier n'est qu'un simple chantage, qu'un gag de plus ! Certains ont également du mal à se laisser convaincre que 2243 travailleurs seront jetés au chômage.

Mais ce qui semble tout à fait impensable aux travailleurs, ce qui leur semble impossible, ne cadre que trop bien avec le comportement des capitalistes. Ce qui les guide, ces capitalistes, c'est la recherche du profit maximum. Et lorsqu'une activité ne leur rapporte plus autant qu'ils escomptaient, alors ils l'abandonnent purement et simplement.

C'est le cas de l'activité sucrière. La fabrication de sucre et de rhum ne présente plus un intérêt aussi grand que par le passé pour les propriétaires de la SIS.

Et c'est bien pour cela qu'après Bonne-Mère et Blanchet ils se décident aujourd'hui à fermer Darboussier.

Darboussier fermera à coup sûr.

Et contrairement à ce que croient les travailleurs, les capitalistes de la SIS ne perdent rien en fermant l'usine.

Le matériel a été très certainement amorti plusieurs fois, et les millions de francs versés par l'Etat en subventions ont largement couvert les dépenses d'équipement et ont assuré au groupe Empain de larges profits.

Quant à la terre, les capitalistes de la SAG s'apprêtent par le biais de la réforme foncière à en tirer le plus d'argent possible.

En définitive, seuls les ouvriers industriels et agricoles, et les petits planteurs feront les frais de cette fermeture.

Elle signifie pour eux mise au chômage et incertitude du lendemain.

Alors ils ne peuvent accepter les bras croisés que l'usine ferme et qu'ils soient jetés à la rue.

S'ils le désirent les ouvriers industriels et agricoles ainsi que les petits planteurs de canne ont les moyens de se battre et de ne pas être les victimes consentantes.

Comme ceux de Capesterre et de Sainte-Rose, ils peuvent se payer sur le capital. Ils peuvent directement porter atteinte au porte-monnaie des capitalistes en s'accaparant notamment d'une partie des milliers d'hectares mis en vente par la SAG.

C'est d'ailleurs le seul moyen pour les travailleurs de la SIS-SAG de ne pas se retrouver totalement démunis lors de la fermeture de l'usine.

J. IGNACE

FRANCE

ENCORE UNE AGRESSION RACISTE VENANT D'UN POLICIER

Un Antillais s'est retrouvé au commissariat sur simple dénonciation d'un fou du volant. Celui-ci, un Français, le gêna volontairement plusieurs fois sur la route de l'hippodrome de Vincennes. Lorsqu'ils arrivèrent à l'hippodrome ce même Français se précipita auprès d'un policier et lui déclara que l'Antillais possédait un couteau et «menaçait tout le monde». Le policier ne se préoccupa même pas de vérifier que c'était une pure invention ; il se jeta violemment sur l'Antillais pour soi-disant le désarmer, le Français responsable de l'incident lui prêtant main forte.

L'Antillais se défendit et bouscula le policier qui fit appel à des renforts. Ils le conduisirent au poste où il passa la nuit. Certains policiers lui firent remarquer qu'il pouvait s'estimer heureux de n'avoir passé qu'une seule nuit au poste «compte tenu du comportement des travailleurs en Martinique et en Guadeloupe».

Et encore une fois c'est le travailleur antillais qui risque d'être condamné car la police a porté plainte pour outrage à agent. Mais notre camarade est bien décidé à se défendre.

La grève des camionneurs . . .

SUITE DE LA PAGE 1

Pour cela, les capitalistes n'ont pas hésité à créer une compagnie bidon, Le Groupement des Transporteurs Routiers de la Martinique, dont le président clame à tout bout de champ que lui et ses collègues veulent travailler pour 1 Franc et que c'est un bon prix, etc. Bien évidemment, ce sont les capitalistes qui sont derrière cette compagnie. Il faut signaler en outre que Gouyer viole de plus l'accord qu'il avait signé auparavant avec l'administration : il était prévu qu'en échange du monopole de l'exploitation de sable de la Martinique, Gouyer s'engageait à ne pas transporter de sable.. Maintenant, il revient sur sa parole, afin de s'assurer une source de profits supplémentaires.

Les camionneurs de la SOTRAMCA ne l'entendent pas de cette oreille, ils sont déterminés à ne pas voir leurs revenus baisser et à empêcher les gros capitalistes par GTRM interposé de s'assurer une nouvelle source de profits. Car il ne faut pas se faire d'illusions : la baisse pratiquée par le GTRM n'a comme but que d'éliminer les transporteurs indépendants ! Cela fait, rien n'empêchera les requins du transport d'augmenter les prix à leur guise.

Aussi, la mobilisation est-elle très forte : manifestations de rues, tentative de blocage des rues de Fort-de-France se succèdent. Un exemple : la justice prétendait juger en flagrant délit 2 grévistes pour entrave à la liberté du travail : les camionneurs sont venus délivrer leurs camarades dans l'enceinte du palais de justice. Ils sont partis avec leurs camarades, tandis que les juges officiaient devant des bancs vides et condamnaient les 2 prévenus à 800 Frs d'amende !

ABYMES NOUVELLES GALERIES

LES TRAVAILLEURS DISENT NON AU LICENCIEMENT D'UN DES LEURS

Toute la journée du mardi 3 juin, les travailleurs de Nouvelles-Galeries ont fait grève.

Ils protestaient ainsi contre une sanction prise par le directeur Juandon, contre un de leur camarade de la boucherie.

En effet ce travailleur a été licencié samedi 31 pour avoir accordé à un client une remise sur de la marchandise avariée.

Après une première intervention des délégués du personnel, Juandon a transformé le licenciement en ... mise à pied jusqu'à nouvelle décision ...

Juandon se prend sans doute pour un malin et il pensait tromper les employés en déguisant ainsi le licenciement de ce travailleur.

Les employés de Nouvelles-Galeries n'ont pas été dupes. Ils ont décidé d'arrêter le travail jusqu'à ce que la sanction contre leur camarade soit levée.

FORT-DE-FRANCE: SECURITE SOCIALE INFORMATIQUE: UN RACISTE MIS AU PAS

Les travailleurs du service «Informatique» de la Sécurité Sociale avaient tenu un sit-in pendant la matinée du lundi 19 mai pour protester contre l'attitude et les propos racistes d'un des responsables du service, un blanc du nom de Cubéro.

Devant la colère des travailleurs, la direction de la Caisse a décidé de négocier pour régler le conflit. Les revendications étaient entre autres les suivantes .

— départ de Cubéro,
— réorganisation du travail,
— amélioration des conditions de travail.

La direction si désireuse de négocier le jour du sit-in, semble aujourd'hui décidée à lanterner les travailleurs. C'est ainsi qu'elle a décommandé la seconde réunion qu'elle devait tenir avec les représentants des travailleurs du service. Par ailleurs, elle défend Cubéro d'arrache-pied et ne veut pas entendre parler des conditions de travail.

Quant au raciste Cubéro, on se demande ce qui est arrivé au personnage depuis le mouvement de protestation. Lui qui se croyait, il n'y a pas si longtemps en pays conquis, on ne l'entend plus, on ne le voit plus, on ne sait même plus comment il fait pour pénétrer dans le service, tant il est devenu discret : un zombie en somme, ou un courant d'air !

En tout cas, que la direction continue à jouer à cache-cache avec les travailleurs de l'informatique, si elle le désire, ces derniers ont au moins atteint un de leurs objectifs en ce qui concerne Cubéro : Ils ont mis au pas un raciste.

ENSEIGNEMENT: UN RECUL DE L'ADMINISTRATION COLONIALE

La radio a annoncé lundi 2 juin que le ministre de l'éducation avait décidé de bloquer tous les postes vacants d'enseignement dans le second degré (lycées et collèges) dans l'Académie des Antilles et de la Guyane.

Cela veut dire en clair qu'à la rentrée 1980, il n'y aura pas d'arrivée d'enseignants blancs.

L'on se souvient que les deux dernières rentrées avaient été marquées par une arrivée massive d'enseignants blancs. Ce qui avait contribué à accentuer les tensions raciales dans certains établissements scolaires.

De plus face à cette situation un nombre toujours plus grand d'enseignants pensaient qu'il fallait obtenir l'arrêt aux Antilles-Guyane de l'envoi des titulaires métropolitains dans l'Académie des Antilles et de la Guyane.

Du reste, cette revendication donne lieu à de nombreux débats au sein des syndicats et fut reprise lors de certaines luttes d'enseignants.

Le mécontentement risquait de grandir à la prochaine rentrée contre la présence d'enseignants blancs, et même de gagner d'autres couches de la population. La mesure prise par le gouvernement constitue non seulement un recul face à la pression des luttes enseignantes, mais encore une tentative de désamorcer le mécontentement contre la présence des blancs dans les Antilles et la Guyane.

ECHOS DES ENTREPRISES

SIG ABYMES

Il y a t-il un art pour nettoyer sans produit?

Alors que les tuyaux des poubelles sont bouchés, que les ordures s'amoncellent, que les chiens errants viennent faire leurs crottes dans les escaliers, nous avons en tout et pour tout une bouteille de crésyl pour un mois, pour deux ou trois escaliers de quatre étages. Quant au déodorant, à défaut d'en voir la couleur, nous préfèrerions en sentir l'odeur... au lieu de pestilence qui se dégage des tuyaux et des poubelles.

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P ORL : LES CHEFS FONT LA SOURDE OREILLE.

Au service ORL, nous ne sommes que 7 infirmiers pour 18 malades ou plus, des fois.

Une récupération et un congé de maladie et c'est l'affolement : un seul infirmier l'après-midi, un seul infirmier le samedi et le dimanche matin.

Pourtant, nous avons souvent de «gros malades» et des opérés à surveiller.

Ce n'est pas aujourd'hui que nous nous plaignons du manque de personnel. S'ils sont sourds, les chefs de service et la direction n'ont qu'à venir en ORL se faire soigner : nous voulons bien faire un effort supplémentaire pour leur rafraichir les oreilles !

BUANDERIE : UN HORAIRE QUI NOUS FAIT SUER.

A la buanderie, nous faisions la journée continue de 7h30 à 15h30. Désormais on nous a imposé une coupure à midi une semaine sur deux, ce qui nous fait laisser le travail à 17h30.

Alors que nous étouffons déjà à cause de la chaleur, la réverbération du soleil couchant rend l'atmosphère encore moins supportable en fin d'après-midi.

Bien sûr l'économe fixe nos horaires, sans tenir compte de tous ces problèmes.

Nous devrions aller le chercher dans son bureau climatisé, pour qu'il discute avec nous à la buanderie. Là, en transpirant à grosses gouttes pendant quelques heures,il saurait bien trouver une solution.

CENTRE HOSPITALIER DE CIVIL : UN RESPONSABLE IRRESPONSABLE !

Le chef de service du laboratoire de Civil a refusé par deux fois une demande d'examen d'hormologie d'un malade hospitalisé.

Il aura fallu la pression du personnel du labo pour contraindre cet individu à adresser l'examen à un établissement privé qui peut le faire.

Et au cours de la discussion qui s'en suivit, il est apparu que ce sont des mauvais rapports personnels entre notre responsable de service et l'établissement faisant ce type d'analyses qui sont à l'origine d'une attitude aussi scandaleuse.

Un tel personnage qui utilise ses fonctions importantes pour de basses vengeances personnelles, au mépris de la santé des malades est dangereux !

CENTRE HOSPITALIER DE F-DE-F ZEROMINUS SE TRAHIRAIT—IL ?

Zerominus n'avait aucune raison de refuser de confier un examen hormonologique à un laboratoire privé. Cet examen ne se fait pas au centre hospitalier et ne pouvait être fait qu'à l'extérieur.

C'est ce que nous avons avancé face à l'obstination incompréhensible de notre chef de service.

Voulant justifier son refus, il nous a alors accusés de toucher des pots-de-vin du laboratoire en question !

Pour que l'idée lui soit venue aussi vite, faut-il croire qu'il soit lui-même rompu à ce genre de pratiques ? ? ?

SECURITE SOCIALE - DESCLIEUX AS-DESCLIEUX : INTRANSIGEANT ..... POUR LES AUTRES.

Connu pour ses idées, et aussi pour appartenir à un grand parti de gauche, un responsable du service AS se trouvait le plus normalement du monde hors du service ce 22 mai, jour de grève.

Mais quelle a été la surprise, lorsque le lendemain, nous avons appris que ce jour-là, notre chef n'était pas en grève, mais qu'il avait exceptionnellement demandé une journée de congé annuel.

Quelle belle leçon d'économie politique ! Pour soigner son image de marque : il vaut mieux amputer son congé que son salaire...

Et dire qu'ils s'y connaissent bien en beaux discours ces gens-là !

SECURITE SOCIALE TOUS AU 22 MAI 1981 !

«Je ne suis pas fille d'esclave !», «Je suis mulatresse et non négresse, mes grands-parents étaient blancs !», «Les miens étaient des indiens !», voilà quelques unes des affirmations que certains agents non grévistes ont cru bon avancer pour justifier leur non participation à la grève du 22 mai !

En attendant, la majorité des travailleurs n'ont pas suivi de tels arguments et les grévistes ont été bien plus nombreux que les non-grévistes. Ils donnent rendez-vous à ces derniers le 22 mai 1981 et espèrent qu'ils les rejoindront pour cette journée de lutte anticolonialiste.

BATIMENT - MARTINIQUE LAROUGERY RISQUE LA VIE DES TRAVAILLEURS

Le mercredi 28, sur le chantier de Cressan à Dillon, un ouvrier, travaillant sur un bull-dozer, a risqué sa vie, parce que les règles de sécurité n'étaient pas respectées.

Il était en train d'aplanir le terrain lorsque la lame de l'engin, s'enfonçant dans la terre frôla de très près un câble de haute tension enfoui dans le sol.

L'accident faillit se produire, parce que les patrons n'ont pas hésité à entamer les travaux sans procéder aux vérifications de rigueur, et cela au mépris de la vie des ouvriers.

Et c'est cela le résultat de la course au profit à laquelle se livrent les capitalistes du bâtiment.

EDF - MARTINIQUE ILS CAUSENT: ILS CAUSENT....

Tous les accords sont obtenus pour la construction d'une nouvelle centrale électrique à Bellefontaine. Et pendant que l'opi nion publique se pose des questions sur les incidences d'une telle opération, le pouvoir fait de la démagogie sur les énergies nouvelles.

C'est ainsi que la déclaration de Muratti, adjoint au directeur régional, et la réunion du conseil général et du conseil économique et social ont été largement commentées par la presse.

Tous ces gens laissent entendre que l'on pourrait utiliser des sources d'énergie nouvelles à la Martinique comme le vent ou le soleil.

A les entendre, il s'agirait simplement que leur application soit au point. Ces messieurs savent très bien qu'il existe des centrales solaires qui sont en exploitation depuis longtemps à travers le monde. Mais ils ont prévu une centrale électrique identique à celle de la Pointe des Carrières avec moteurs plus puissants.

Ainsi, leurs belles paroles sont destinées à amuser la galerie afin de poursuivre leur plan.

EDF - MARTINIQUE QUAND LE DIRECTEUR VOIT ROUGE !

Pour les élections du conseil d'administration de la C.A.S., la campagne a été innovée par des réunions, des projections-débats, des panneaux d'affichage, des banderoles dont une banderole fixée à l'entrée du Siège Social.

Mais la direction n'a pu supporter cette banderole qui appelait à voter pour la CGT et l'a enlevée.

Est-ce l'appel syndical ou la couleur rouge de la banderole qui l'a tant effrayée ?

Ce geste fut bien inutile puisque l'appel a été entendu : la CGT retrouve ses 17 sièges sur 18, FO obtient 1 siège et l'UNCM perd le seul siège qu'elle avait.

METALLURGIE - CAMIC : LA TROUPE FAIT MARCHER AU PAS LE CAPITAINE...

Le PDG de la Camic a refusé de nous donner notre acompte le mercredi 14, le jeudi 15 étant le jour de l'Ascension. C'était en fait une façon de s'assurer que nous serions tous présents le vendredi 16 pour toucher notre acompte, et que nous ne ferions pas le pont..

En réponse, nous avons arrêté le travail : toutes les machines étaient stoppées.

A ce moment, il est revenu sur sa position, et il a du nous payer notre acompte !

Cette protestation unanime l'a fait bouillir de rage. Une semaine après il convoquait les ouvriers un à un dans son bureau pour essayer de trouver ceux qui étaient à l'origine de l'arrêt de travail... Il peut toujours chercher !

Cet ancien militaire de carrière qui se vante d'avoir maté de plus solides que nous, s'est bel et bien cassé les dents cette fois-ci. Il se trompe s'il croit qu'il nous fera marcher à la baguette. Ses coups de gueule et ses menaces ne nous font vraiment aucun effet !

METALLURGIE : BASSIN DE RADOUB : UNE FOIS N'EST PAS COUTUME !

La semaine dernière c'était la pêche miraculeuse : des milliers de poissons se trouvaient pris dans le bassin, et quand il a été vidé, nous n'avons eu qu'à nous baisser pour en ramasser par seaux entiers.

C'est bien la première fois que le Bassin nous rapporte quelque chose !

CAF - MARTINIQUE TOUJOURS A LA POINTE DE LA PAGAILLE

Cela devient une habitude maintenant. Il n'y a pas de mois qui ne porte en lui son problème pour les allocataires.

Lorsque ce n'est pas l'AAH (allocation adulte handicapé), c'est les allocations familiales.

En effet, la semaine dernière, certains allocataires, inquiets de ne pas voir arriver leur chè que Sévigné, se pressèrent aux bureaux de Desclieux, pour en avoir des nouvelles.

Affolée, la direction fit des appels sur les ondes, pour lever les inquiétudes des allocataires et leur demander de rester chez eux.

Car en fait, pour cette fois encore, les chèques arriveront avec 4 ou 5 jours de retard.

La direction s'avance de plus en plus vers une organisation scientifique de la pagaille !

Déclaration de Claude Fletcher CANDIDAT PRESENTE PAR COMBAT OUVRIER AUX ELECTIONS CANTONALES DU MOULE

TRAVAILLEUSES,
TRAVAILLEURS,
JEUNES,
DU MOULE,

Je m'adresse particulièrement à vous à l'occasion de ces élections cantonales parce que la politique que je défends est celles des travailleurs.

Comme chacun peut le voir, tous les autres candidats qui se présentent à vos suffrages font une politique de droite.

De Manicom à Girard, en passant par Hira, Rozan et Galleron, tous se situent aujourd'hui dans un camp qui n'est pas celui des travailleurs.

Ils sont tous du même bord, ils ont tous les mêmes idées, le même programme,et pourtant ils se déchirent entre eux pour occuper le même poste.

Comment expliquer leur division et l'acharnement qui les dresse l'un contre l'autre ? Sinon qu'ils sont poussés par le souci d'intérêts personnels et par l'aiguillon de l'ambition.

Tous ces gens n'ont pas l'ombre d'un programme ou d'une idée qui soit favorable aux travailleurs. Et au fond ce n'est pas cela qui les intéresse. Il y a une place à prendre dont ils se serviront pour avoir une certaine image sociale pour se rapprocher de ceux qui détiennent le pouvoir et pour bénéficier de certains «honneurs».

Ces élections ne peuvent changer le sort des travailleurs du Moule.

Aucune élection quelle qu'elle soit ne l'a jamais fait.

C'est la lutte des travailleurs qui change leur sort.

Mais puisqu'il y a ces élections, vous pouvez les utiliser pour faire savoir que vous en avez assez de la situation.

Les jeunes pourront dire qu'ils en ont assez du chômage et qu'ils refusent la seule possibilité qu'on leur offre : l'exil vers la France.

Les travailleurs eux aussi sont constamment menacés de chômage, comme on le voit aujourd'hui avec la fermeture des usines.

Et ceux qui travaillent n'en peuvent plus, car la vie devient très chère. Il faut se priver de beaucoup de choses nécessaires à une vie décente.

C'est pour dire cela que je suis candidat, pour que vous soyez nombreux à le dire en utilisant le bulletin de vote à mon nom.

Je vous adresse cet appel, car j'aurai besoin de votre soutien pour mener cette campagne jusqu'au bout.

Je n'ai qu'une ambition, bien modeste, APPORTER MA CONTRIBUTION A UNE GRANDE TACHE : FAIRE RETROUVER AUX TRAVAILLEURS LA PLACE ET LA FORCE QU'ILS DETENAIENT AUTREFOIS DANS CETTE VILLE DU MOULE.

Au cours de cette élection je veux contribuer à rassembler sur mon nom, en tant que militant de gauche, les voix des travailleurs et de tous ceux qui se situent clairement dans le camp des travailleurs.

Je veux simplement donner à tous les travailleurs et à tous ceux qui sont dans leur camp, la possibilité de s'exprimer autrement que par l'abstention en votant sur mon nom.

L'abstention n'est pas une façon efficace d'exprimer son mécontentement.

CAPESTERRE-BELLE-EAU
DELACROIX ET QUELQUES AUTRES DEMASQUES

Les partisans municipaux de Monsieur Delacroix se sont réunis pour accoucher finalement d'un document où ils continuent de mentir et de salir la lutte des travailleurs de Capesterre.

Dans ce document, ces gens n'ont rien de plus pressé que d'accuser le Comité des occupants de faire trainer les choses.. Mais ils n'ont pas un mot de critique pour les gros propriétaires qui accaparent les terres et exploitent les travailleurs.

Pour Delacroix et ses soutiens municipaux ce sont des «dirigeants» qui sont responsables de la prolongation du conflit.

Les gens qui sont autour de Delacroix, tou aussi pleutres et courbés que lui devant l'administration, n'ont jamais été liés aux luttes des travailleurs ces dernières années.

Ces gens sont dans le fond hostiles à tout ce que peuvent faire les travailleurs. Ce qui les ennuie encore plus c'est surtout que les travailleurs se passent d'eux et continuent de lutter malgré l'hostilité des amis de Monsieur Delacroix et de ce dernier lui-même.

Les travailleurs ne sont acceptables pour eux que soumis et prêts à les élire comme conseillers municipal ou général.

Delacroix depuis le début du mouvement a toujours pris soin de se mettre du côté de la préfecture et de Max Martin.

Au début, il a cherché à décourager les travailleurs en leur disant qu'ils «n'étaient que 200» puis il a fait appel aux gens à s'inscrire à la mairie pour avoir les 12 hectares débloqués à Mineur. Puis il a affirmé qu'il n'y avait pas de terre en friche à Capesterre. Ce qui était une façon de défendre Max Martin.

Par contre, devant les différentes délégations qui sont allées à la mairie, Delacroix a toujours cherché à apparaitre comme étant du côté des travailleurs. Il a même promis de publier un démenti sur ses affirmations radiodiffusées où il disait que tout était réglé.

La lutte des travailleurs de Capesterre aura au moins montré une chose à tous les travailleurs, c'est que les hommes politiques font parfois de beaux discours électoraux, notamment ; mais que certains, malgré leurs soi-disant étiquette de gauche n'hésitent pas à se retrouver dans le camp adverse. Ce qui est le cas de Delacroix. Les travailleurs s'en souviendront.

La lutte s'étant durcie à Capesterre,chacun a retrouvé son camp. Et c'est très bien ainsi. Ces gens-là ne sont pas du côté des travailleurs eh ! bien ! c'est une excellente chose que cela soit très clair, pour tous les travailleurs.

G.R.

MISE AU POINT DU COMITE D'OCCUPATION

SUITE DE LA PAGE 1

vriers agricoles occupantes. Et s'il y avait du surplus, eh ! bien ! toute la population de Capesterre en bénéficierait aussi. Car il y aurait sur le marché des produits vivriers, légumes, etc., à bon marché.

Le mouvement est dirigé par des ouvriers agricoles en majorité et par des chômeurs. Les occupants ont élu un comité pour diriger le mouvement. Au cours de la lutte, les ouvriers agricoles et les jeunes chômeurs ont accepté le soutien et la participation de tous ceux qui venaient réellement travailler et se battre aux côtés des occupants sous la direction du Comité d'Occupation.

Quelles sont les terres occupées ?

Tout d'abord, il faut dire que seules les terres en friche ont été occupées, que seuls les très gros propriétaires ont été visés. Nous tenons à dire aux petits et moyens planteurs que nous connaissons leur difficultés, et qu'ils n'ont rien à craindre de notre action.

Les terres que nous voulons sont constituées des 12 Ha de Mineur et Moulin-à-Eau qui son déjà accordées après discussions avec la préfecture, et de près de 20 Ha situés à Marquisat.

L'action continue pour obtenir ces 20 Ha. Contrairement à ce que déclarent certains, le Comité d'Occupation a proposé que ces terres soient louées avec promesse de vente ou vendues aux occupants à un prix symbolique. Il n'y a aucune raison que l'on refuse ces propositions aux travailleurs occupant les terres. Le Comité d'Occupation fera en temps utile d'autres propositions, mais nous tenons à dire qu'en aucune façon, nous ne pouvons nous considérer comme satisfaits avec les 12 Ha déjà attribués. Cela représente à peu près 120 lots, or, il y a 400 personnes inscrites sur les listes du Comité d'Occupation.

MISE EN GARDE

NOUS METTONS EN GARDE CEUX QUI IRAIENT S'INSCRIRE A LA MAIRIE. AUCUNE REPARTITION NE SE FERA SANS LA PARTICIPATION DU COMITE D'OCCUPATION. NOUS CONSEILLONS DE SE RAPPROCHER DU COMITE D'OCCUPATION QUI ETUDIERA LE PROBLEME DE CHACUN.

NOUS METTONS EN GARDE LES GENS AISES DE CAPESTERRE OU D'AILLEURS QUI SERAIENT TENTES D'ACHETER LES TERRES DE MAX MARTIN SITUEES A MARQUISAT DERRIERE NOTRE DOS. NOUS POUVONS LES ASSURER QU'ILS FERAIENT UNE TRES MAUVAISE AFFAIRE !

Car nous sommes certains que nous nous battrons jusqu'au bout pour cette terre.

Récapitulons :

Le mouvement d'occupation des terres continue et nous appelons tous les occupants à venir nombreux chaque soir pour faire le point de la situation. La situation ne sera débloquée que le jour où la préfecture et Max Martin seront prêts à discuter les modalités de transfert de la terre et pas d'autres choses !

Tous les pauvres, tous les travailleurs, les petits commerçants, les petits artisans à part une poignée de gros commerçants manipulés par un haut gradé de la police, sont avec nous.

Nous pouvons affirmer à la population de Capesterre que nous mènerons cette lutte jusqu'à satisfaction. Le plus dur a été fait, nous ferons aussi le reste du chemin.

QUAND UN PETIT BOURGEOIS SE MELE DE DONNER DES CONSEILS AUX OUVRIERS...

Dannyk ZANDRONIS a publié dans le «Journal Guadeloupéen» un reportage sur l'occupation des terres à Capesterre. Mais il a tenu aussi à donner son appréciation politique du mouvement en cours

Dannyk Zandronis critique la façon dont les travailleurs sont organisés dans l'occupation des terres de Capesterre. Il parle de «spontanéité» et pour lui c'est une tare et une limite.

Mais en fait, il ne s'agit pas de «spontanéité». Mais bien du fait que les travailleurs dirigent leur lutte eux-mêmes. Et c'est cet aspect qui fait presque l'unanimité contre lui. Car même les gens qui se disent favorables aux luttes des travailleurs ne peuvent admettre que des travailleurs du rang, ceux qui ne sont pas militants ou membres de quoi que ce soit, ni syndicat, ni partis, aient le droit de s'organiser dans la lutte pour se diriger eux-mêmes.

Pour tous ces membres de groupes, syndicats, partis, organisations politiques diverses, la direction d'un mouvement doit appartenir à des gens dont c'est la fonction permanente. Il y a déjà au-dessus de la tête des travailleurs des «dirigeants» tout préparés et qui interviennent sans même que l'on demande alors aux travailleurs s'ils sont d'accord là-dessus, ou s'ils n'ont pas d'autres dirigeants à proposer.

Il y a dans cette position courante dans tous les partis et syndicats une forme de mépris pour les travailleurs et une conception qui en réalité aboutit au refus du contrôle par les travailleurs ; mais aussi au refus de tout avenir possible pour le pouvoir des travailleurs.

Car c'est en pratiquant dès aujourd'hui l'exercice de la direction de leurs propres luttes, même limitées, même «régionalisées» (comme le dit DZ) que des travailleurs apprendront à exercer leur direction et leur contrôle sur leurs propres luttes et qu'ils pourront plus tard bâtir leur propre Etat.

DZ dit que ces travailleurs sont «peu habitués aux ficelles des négociations» et qu'ils se sont «fait avoir». Peut-être/ Mais ce qui est infiniment plus important que les péripéties des négociations c'est le fait que les travailleurs ont affirmé un principe et l'ont appliqué. Ils veulent se représenter eux-mêmes et négocier eux-mêmes lorsqu'il y a à négocier. Et celà pèse beaucoup plus pour l'avenir que d'avoir fait des fautes dans la négociation . Encore que ceci reste à prouver. De toute façon, les travailleurs apprendront aussi sur ce terrain là. Et ils ont tout intérêt à se faire confiance plutôt qu'à des «négociateurs» professionnels!

DZ dit encore que si au lieu des travailleurs Martin avait trouvé devant lui des vaillants défenseurs de l'indépendance nationale (sous-entendu l'UTA-UPG !) il aurait reculé de peur de voir la politisation du mouvement.

Mais alors pourquoi la situation en est-elle au même point à Sainte-Rose où se trouvent présents ces représentants de l'UTA-UPG ?

A la différence du mouvement de Sainte-Rose dirigé par les syndicats UTA-UPG, et uniquement par eux, le mouvement de Capesterre comprend non seulement le syndicat CGTG, mais encore une direction élue dans la lutte par les travailleurs.

Cela fait sa force, mais cela ne garantit nullement contre un échec. Si le rapport des forces évoluait en défaveur des travailleurs ceux-ci pourraient reculer. Car ils ont beaucoup d'ennemis ou de faux amis à combattre. Ces jours-ci le pouvoir n'ayant pu les démoraliser par la force, cherche à exercer des pressions morales multiples. Pour l'instant les travailleurs tiennent bon.

Et la suite des évènements (depuis que DZ a écrit son article) a montré que les travailleurs ont très bien su déjouer le piège de l'isolement. Ils ont participé à des manifestations meetings etc... hors de Capesterre.

Des soutiens à la lutte de Capesterre se sont manifestés un peu partout en Guadeloupe. Mais il est évident que les travailleurs de Capasterre ne peuvent que faire appel aux autres travailleurs, ils ne peuvent pas les obliger à entrer en lutte. Donc les reproches de DZ sur l'isolement etc... c'est à ceux qui refusent de soutenir la lutte ou qui soutiennent uniquement verbalement qu'il devrait le faire.

DZ reproche à la lutte de Capesterre de manquer d'analyse générale du problème de la terre en Guadeloupe «de manquer de liaison entre cette lutte immédiate pour le ventre (!) et la lutte pour l'indépendance nationale».

Ce que ZANDRONIS appelle avec tant de mépris «la lutte pour le ventre» peut apparaitre comme très secondaire pour des petits-bourgeois, mais constitue une préoccupation quotidienne pour les travailleurs. Cela entraine de leur part une lutte constante contre leurs exploiteurs.

La «lutte pour le ventre» c'est la lutte contre les pressions et les violences patronales de toutes sortes, c'est la lutte contre le vol organise que constitue l'exploitation capitaliste.

Le point de vue de Zandronis qui exprime les intérêts de la petite-bourgeoisie ne peut effectivement pas se confondre avec celui des ouvriers. Mais qu'il ne se mêle pas alors de leur donner des leçons de tactique et de stratégie.

La «liaison» qu'il y a à faire, c'est entre toutes les luttes partielles, éparpillées, des travailleurs contre les patrons, pour renverser l'ensemble de la classe capitaliste.

En faisant cela, les travailleurs arracheront nécessairement en même temps l'indépendance de la Guadeloupe. Mais cette indépendance débouchera sur une société qui se constuira sous la direction des travailleurs, et non pas sous celle de la petite-bourgeoisie soucieuse uniquement de se trouver une nation et non de changer la société... comme c'est le cas pour Zandronis.

La mobilisation continue à Capesterre. Les travailleurs en dépit des détracteurs et de toutes sortes de difficultés continuent la lutte.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728